

AP n° 2023-MD-180-IC

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
de la société GALVANOPLAST REIMS
de respecter les prescriptions applicables
aux activités de son installation industrielle
exploitée 20 rue Joseph Cugnot à Tinquieux (51430)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-A-74-IC du 22 juin 2007 délivré à la société GALVANOPLAST REIMS pour l'exploitation de son installation industrielle sur le territoire de la commune de Tinquieux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-APC-5-IC du 20 janvier 2014 délivré à la société GALVANOPLAST REIMS pour l'exploitation de son installation industrielle sur le territoire de la commune de Tinquieux concernant notamment les rubriques 2565 et 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 22 août 2023, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu la réponse de l'exploitant valant accord, dans le cadre de la procédure contradictoire qui lui est accordée pour donner ses observations sur le présent projet d'arrêté.

Considérant que lors de la visite en date du 16 mai 2023, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- un rapport de vérification électrique de 2023 sur les parties à Basse Tension (BT) mentionnant plusieurs non-conformités, dont certaines déjà signalées les années précédentes et concluant que « *l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion* » ;
- une absence de commande automatique des dispositifs de désenfumage ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3-II et 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le non-respect des prescriptions relatives au risque incendie est de nature à augmenter le danger pour la sécurité de la population et à favoriser le risque de pollution de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GALVANOPLAST REIMS de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1

La société GALVANOPLAST REIMS exploitant une installation de traitement de surface située 20, rue Joseph Cugnot à Tinquieux (51430) est mise en demeure, pour son exploitation, de procéder aux opérations et travaux des articles 2 et 3 du présent arrêté sous les délais prescrits ci-après.

Article 2

Sous un délai de trois mois, la société GALVANOPLAST REIMS doit :

- mettre en place un plan d'actions pour résorber les différents écarts identifiés dans le rapport de vérification électrique basse tension (BT), conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Article 3

Sous un délai de six mois, la société GALVANOPLAST REIMS doit :

- respecter l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 imposant la présence d'un dispositif de commande automatique des dispositifs de désenfumage.

Article 4 : Sanction

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 2 et 3 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Tinquex, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société GALVANOPLAST REIMS, située 20, rue Joseph Cugnot à Tinquex (51430).

Châlons-en-Champagne, le **13 SEP. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Emile SOUMBO

